



Semaine mondiale d'action pour l'éducation 2026 (GAWE 2026) – Du 20 au 25 avril 2026 Note conceptuelle révisée

Contexte

La Semaine mondiale d'action pour l'éducation 2026 (GAWE 2026) marque la^{24e} campagne mondiale annuelle organisée par la Campagne mondiale pour l'éducation (GCE) afin de faire progresser le droit à l'éducation. Lancée en 2003 sous le thème « L'éducation des filles : la plus grande leçon », la GAWE exhorte depuis lors les gouvernements à assumer leur responsabilité en matière d'« Éducation pour tous ». Au fil des ans, la GCE, qui compte aujourd'hui plus de 240 organisations membres, est restée fidèle à son engagement en faveur de la défense des droits à l'éducation à travers la GAWE et d'autres initiatives, malgré les défis auxquels sont confrontés le secteur de l'éducation et les organisations de la société civile.

Le thème de la Semaine mondiale de l'éducation 2026 est le financement de l'éducation, avec un appel lancé aux gouvernements et aux décideurs pour **qu'ils « maintiennent la flamme bien haute »** en faveur de l'éducation. Il est impératif que les mouvements en faveur de l'éducation s'unissent pour défendre fermement le financement de l'éducation, alors que les pays réduisent leurs investissements dans ce domaine en raison de l'impact des crises mondiales telles que les guerres, les conflits et le changement climatique, et compte tenu des coupes radicales dans l'aide à l'éducation et des menaces croissantes de privatisation de l'éducation.

L'éducation est fondamentale pour construire une paix durable, réaliser le développement durable et stimuler les innovations pour l'avenir. Pourtant, les engagements mondiaux et nationaux en faveur de l'éducation sont restés au point mort. Le Rapport sur les objectifs de développement durable 2025 indique que l'ODD 4 : « Assurer une éducation inclusive et équitable de qualité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » d'ici 2030 ne sera pas atteint si des actions urgentes ne sont pas accélérées. Le rapport note que la plupart des pays sont en retard sur leurs objectifs en matière d'éducation concernant l'accès, l'achèvement et les résultats d'apprentissage. La population non scolarisée a augmenté de 3 % depuis 2015 ; on compte aujourd'hui 272 millions d'enfants et de jeunes non scolarisés dans le monde, dont plus de la moitié en Afrique subsaharienne.

Le rapport reconnaît que l'ODD 4.5 sur la parité entre les sexes dans l'éducation est en bonne voie. Il fait toutefois valoir que « les ratios de parité aux niveaux mondial et régional peuvent masquer des inégalités au sein des pays ». Il indique que les disparités entre les sexes restent très répandues et que « l'intersection entre le genre, la géographie et la situation économique crée des obstacles à plusieurs niveaux ».

nécessitant des interventions ciblées portant à la fois sur l'accès et la qualité dans l'ensemble des systèmes éducatifs. Concernant l'ODD 4.6, le rapport indique que, bien que l'alphabétisation se soit légèrement améliorée, des centaines de millions de personnes restent analphabètes, les femmes étant touchées de manière disproportionnée.

Voici un aperçu général des cibles de l'ODD 4 :

- 4.1 Résultats d'apprentissage efficaces – stagnation
- 4.2 Éducation de la petite enfance – stagnation
- 4.3 EFTP et enseignement supérieur – stagnation
- 4.4 Compétences pour l'emploi – données insuffisantes
- 4.5 Égalité d'accès à l'éducation – en bonne voie ou objectif atteint
- 4.6 Alphabétisation et calcul chez les adultes – données insuffisantes
- 4.7 Éducation au développement durable – données insuffisantes
- 4.a Infrastructures éducatives – progrès marginaux et accélération significative nécessaire
- 4.b Aide publique au développement (APD) pour les bourses – progrès modérés, mais une accélération est nécessaire
- 4.c Enseignants qualifiés – régression

Il est alarmant de constater que la cible 4.c relative aux enseignants qualifiés recule en raison d'une pénurie massive d'enseignants, « affectant l'accès à l'éducation et sa pertinence ». [L'Internationale de l'Éducation](#) souligne que « le monde a besoin de 50 millions d'enseignants supplémentaires d'ici 2030 dans l'éducation de la petite enfance, l'enseignement primaire et secondaire, alors que des éducateurs qualifiés fuient les salles de classe en raison des défaillances systémiques des gouvernements ».

Le sous-financement chronique continue de compromettre l'ODD 4 et, plus largement, le droit à l'éducation. Reprenant l'analyse de la CME sur les contextes de financement de l'éducation présentée lors de la 4^e Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4) à Séville, il est important de noter **qu'un déficit annuel de 97 milliards de dollars empêche les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur d'atteindre l'ODD 4**. En conséquence, 41 % des pays ne respectent pas les critères internationaux consistant à consacrer 4 à 6 % du PIB et/ou 15 à 20 % des budgets publics à l'éducation¹.

Les injustices structurelles telles que la fiscalité régressive, le surendettement et les mesures d'austérité imposées par des institutions financières internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) ont restreint la marge de manœuvre budgétaire des pays en développement et creusé les inégalités. Selon l'UNESCO, dans les pays à faible revenu, la dette publique s'élève en moyenne à 72 % du PIB — un niveau record depuis 18 ans — et beaucoup consacrent davantage de ressources au remboursement de la dette qu'à leur budget de l'éducation. La dette, l'austérité et le sous-financement des systèmes publics touchent de manière disproportionnée les femmes, les filles, les personnes noires et autochtones, les personnes handicapées et les populations marginalisées.²

De plus, le programme « Ne laisser personne de côté » dans le domaine de l'éducation sera compromis, compte tenu de la baisse de l'aide publique au développement (APD) consacrée à l'éducation. Note d'orientation de l'OCDE de juin 2025

¹ [Document d'orientation n° 49](#) du Rapport mondial de suivi sur l'éducation (GEM) de l'UNESCO, 2023

² Sommet sur la transformation de l'éducation, [volet d'action 1 sur des écoles inclusives, équitables, sûres et saines](#)

Les coupes dans l'aide publique au développement ont donné lieu à des projections d'une baisse de 9 à 17 % de l'APD de l'OCDE en 2025, qui s'ajoute à une baisse de 9 % en 2024. L'aide humanitaire devrait diminuer de 21 à 36 %, soit la plus forte baisse de tous les secteurs entre 2023 et 2025.

L'Institute for Economics and Peace a publié l'article « How education cuts could impact children's education » (Comment les coupes budgétaires dans l'éducation pourraient affecter l'éducation des enfants), qui avance que les coupes dans l'aide étrangère pourraient compromettre « l'accès et la qualité de l'éducation pour 68 millions d'enfants dans les systèmes scolaires les plus dépendants de l'aide ». Le rapport indique qu'à l'échelle mondiale, l'aide étrangère à l'éducation ne représente qu'une goutte d'eau dans les dépenses totales consacrées à l'éducation. Mais dans plus d'une vingtaine de pays, « il semble exister une dépendance structurelle à l'égard de l'aide au développement dans le secteur de l'éducation, avec une part estimée entre 15 et 82 % de l'offre publique dépendant de l'APD ».

Alors que l'aide publique au développement (APD) est en baisse — en particulier dans le domaine de l'éducation —, les dépenses militaires mondiales continuent de grimper en flèche, atteignant un niveau record de 2 443 milliards de dollars en 2023, soit une augmentation de 6,8 %³ par rapport à l'année précédente. Ce déséquilibre flagrant est profondément injuste : même une fraction de ces ressources militaires suffirait à transformer les systèmes d'éducation publique à l'échelle mondiale⁴.

De plus, les conflits et les guerres, tels que l'escalade du conflit au Moyen-Orient, ont exacerbé la crise de l'éducation avec des attaques contre des établissements scolaires et la mort d'élèves, l'UNESCO appelant toutes les parties à remplir leurs obligations de protection des écoles, des élèves et du personnel éducatif. Alors que les populations souffrent des conséquences de la guerre, les compagnies pétrolières, quant à elles, s'attendent à des profits exceptionnels, leurs actions atteignant des sommets historiques et les prix du pétrole et du gaz s'envolant.

Les conflits et les crises climatiques à l'échelle mondiale soulignent la nécessité urgente de faire pression sur les gouvernements, les organismes intergouvernementaux et les institutions afin qu'ils accordent une priorité stratégique au financement d'une éducation publique de qualité, fondement de la paix, de la cohésion sociale, de l'égalité des sexes et du développement durable.

Thème de la GAWÉ 2026 : le financement de l'éducation

Face à l'échec imminent des objectifs du SDG 4, la Campagne mondiale pour l'éducation doit plaider avec force en faveur d'un financement durable et accru de l'éducation. La GAWÉ 2026 est une occasion cruciale pour les mouvements en faveur de l'éducation du monde entier de s'unir, de coordonner leurs efforts et de faire pression sur les gouvernements et les organisations intergouvernementales afin qu'ils s'engagent à financer une éducation publique inclusive et de qualité pour tous les enfants, les jeunes et les adultes.

³ Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), disponible à l'adresse, <https://www.sipri.org/publications/2024/sipri-fact-sheets/trends-world-military-expenditure-2023>

⁴ Position politique de la CME sur le FfD4 pour 2025

La campagne Gawe 2026 sur le financement de l'éducation s'appuie sur la campagne « Décoloniser le financement de l'éducation » de 2023. Elle réitérera les revendications politiques de la CME lors de la FfD4 visant à modifier l'architecture financière mondiale, à démanteler les inégalités systémiques en matière de financement, à promouvoir la justice fiscale et à contester la dette et les mesures d'austérité afin de générer des ressources nationales pour l'éducation publique et les services publics universels. Gawe 2026 remettra en cause les fausses solutions au financement de l'éducation, telles que les conversions de dette en capitaux propres et autres financements innovants qui présentent l'éducation comme un portefeuille d'investissement plutôt que comme un droit humain et un bien public pour tous.

Les appels de la campagne en faveur de **la justice de la dette, d'une fiscalité progressive et d'une réforme du système financier mondial** sont particulièrement cruciaux alors que les pays touchés sont confrontés à une marge de manœuvre budgétaire limitée face aux exigences humanitaires et sécuritaires.

Enfin, la campagne appellera les pays développés à respecter leur engagement de lutter contre les inégalités entre les pays en allouant 0,7 % de leur RNB à l'aide publique au développement (APD), avec l'éducation et l'éducation en situation d'urgence comme secteurs prioritaires. La CME soutiendra et maximisera les occasions de réitérer cet appel à travers les campagnes de financement de reconstitution du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) et de l'initiative « L'éducation ne peut attendre » (ECW) en 2026.

Objectifs de la campagne :

1. Appel aux gouvernements et aux bailleurs de fonds internationaux concernant leur engagement en faveur du financement de l'ODD 4

- Cinq ans après l'Adoption de l'Agenda 2030 et de l'ODD 4, appeler à un accroissement des investissements et des obligations des gouvernements pour financer l'éducation en tant que pilier du développement durable, et pour faire face aux crises auxquelles sont confrontées les populations à travers le monde.
- Assurer le suivi des engagements relatifs à l'ODD 4 et du Sommet sur la transformation de l'éducation (TES), en particulier des engagements pris dans le cadre du volet « Financement de l'éducation ».
- Soutenir le programme « Ne laisser personne de côté » en faveur d'un accès équitable à une éducation transformatrice sur le plan du genre et à l'apprentissage tout au long de la vie pour tous les enfants, les jeunes et les adultes, grâce à la coopération multilatérale entre le GPE et l'ECW
- Soutenir la participation des citoyens à la gouvernance de l'éducation et le rôle des OSC pour garantir la responsabilité, la transparence et la transformation des systèmes éducatifs

2. Plaider en faveur du financement d'une éducation publique de qualité pour tous :

- Réitérer les revendications de « L'avenir est public », en particulier militer pour le financement d'une éducation publique de qualité pour tous dans le cadre général du financement de services publics de qualité.
- Remettre en question les modes de financement innovants, tels que les échanges de dette contre des participations, les portefeuilles d'investissement dans l'éducation basés sur les résultats et d'autres mécanismes de financement où le secteur privé tire profit de l'éducation et où l'éducation en tant que bien public est menacée.

3. Pousser pour des réformes financières mondiales afin de générer un financement durable pour l'éducation

- En s'appuyant sur la 4e Conférence sur le financement de l'éducation (FfD4), plaider en faveur d'une réforme de l'architecture financière internationale afin de permettre un financement durable de l'éducation, et appeler les États membres à soutenir une Convention-cadre des Nations Unies contraignante et substantielle sur la coopération fiscale internationale.
- Faire pression en faveur de l'annulation de la dette par la mise en place de la Convention-cadre des Nations unies sur la dette souveraine proposée.

4. Continuer à sensibiliser le grand public au pouvoir de l'éducation et de l'information pour transformer des vies et mobiliser diverses organisations de la société civile afin d'exiger le droit à l'éducation auprès des décideurs.

Appel à la campagne : « Hold the Flame High »

Le slogan de la GAWE 2026, « Hold the Flame High », appelle les gouvernements et les partenaires internationaux à faire preuve d'un leadership et d'un engagement sans faille pour garantir le droit à l'éducation pour tous. Face à la crise économique, aux conflits et à la marge de manœuvre budgétaire limitée, la campagne réaffirme le pouvoir de l'éducation pour faire face aux crises qui affligent le monde et la planète.

Ce slogan invite également tous les défenseurs de l'éducation – enfants, jeunes et adultes, ainsi que les groupes de la société civile organisée – à continuer de demander des comptes à leurs gouvernements en matière d'éducation.

Appels à l'action adressés aux gouvernements et aux bailleurs de fonds internationaux⁵

L'éducation est fondamentale pour surmonter les multiples crises et constitue le fondement de la promotion de l'inclusion, de la justice, de l'égalité des sexes, de la cohésion sociale et de la paix.

Voici les appels issus de la position politique de la CME pour le FfD4 que nous réitérerons lors de la GAWE 2026.

Investissements publics pour renforcer les systèmes d'éducation publique

Allouer au moins 4 à 6 % du PIB et/ou 15 à 20 % des budgets nationaux à l'éducation, en garantissant un financement adéquat par apprenant, de l'éducation et de la protection de la petite enfance (ECCD) à l'éducation des adultes, en assurant des salaires et des conditions de travail équitables aux professionnels de l'éducation, et en élaborant et mettant en œuvre des plans de financement à long terme afin de garantir des investissements publics durables dans l'éducation publique et de préserver les budgets de l'éducation, en particulier en période de crise.

⁵ Prise de position de la CME pour le FfD4 2025

Mettre en place une réglementation publique solide pour les acteurs privés impliqués dans les services essentiels tels que l'éducation, en veillant à ce que des États forts, transparents et responsables dirigent le financement et la prestation des services afin de surmonter les inégalités et de garantir l'accès universel à une éducation de qualité dans le cadre des droits de l'homme.

Investir dans les enseignants et remédier à la pénurie mondiale d'enseignants en s'attaquant aux causes profondes de cette pénurie : bas salaires, absence d'avantages sociaux et de formation, surcharge de travail et manque d'autonomie professionnelle.

Équité et inclusion

Veiller à ce que le financement de l'éducation favorise la transformation en matière d'égalité des sexes et donne la priorité, dans les allocations budgétaires, aux apprenants historiquement marginalisés et défavorisés, notamment les filles, les personnes noires et autochtones, les personnes handicapées, les populations touchées par des crises et déplacées, ainsi que les communautés rurales. Veiller à ce que les fonds publics soient délibérément orientés vers la lutte contre les inégalités, la réalisation du droit à l'éducation et la construction d'un avenir durable, juste et démocratique.

Mobilisation des ressources nationales

Augmenter le ratio des recettes fiscales par rapport au PIB grâce à des réformes progressistes et soutenir l'adoption de la Convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale afin de mettre en place un système fiscal mondial plus transparent, juste, équitable et responsable, qui permettra aux pays de financer de manière durable une éducation publique de qualité et d'autres services.

Justice en matière de dette

Éliminer les conditions de prêt préjudiciables telles que les coupes budgétaires dans l'éducation ou les plafonds salariaux dans le secteur public. Supprimer les plafonds d'emploi et de salaire qui restreignent le recrutement et la rétention de personnel éducatif et d'enseignants qualifiés.

Soutenir la conclusion d'une Convention-cadre des Nations Unies sur la dette souveraine, fondée sur des accords mondiaux équitables en matière de prêts et d'emprunts, transférant le pouvoir du FMI à un organe représentatif des Nations Unies.

Efficacité de l'aide

Les donateurs doivent atteindre l'objectif de 0,7 % du RNB consacré à l'aide publique au développement (APD), en y consacrant au moins 20 % à l'éducation, tout en alignant l'aide sur les plans nationaux et en adhérant aux principes d'efficacité de l'aide plutôt qu'aux priorités des donateurs. L'aide à l'éducation doit être protégée et augmentée, les récentes coupes budgétaires doivent être annulées et l'éducation doit être réaffirmée comme un secteur prioritaire. Au nom de la justice mondiale, l'APD pour l'éducation doit garantir que tous les enfants, les jeunes et les adultes puissent exercer leur droit à l'éducation et à l'apprentissage tout au long de la vie.

Garantir un financement accru et prévisible pour la coopération multilatérale, telle que le GPE et l'ECW, afin de soutenir les systèmes d'éducation publics et de garantir le droit à l'éducation en cas de crises climatiques, de conflits et d'autres situations d'urgence.

GAWE 2026 : Construire une campagne mondiale coordonnée

La force de l'initiative GAWE 2026 repose sur les campagnes percutantes et coordonnées lancées par les membres de la GCE au cours de la semaine du 20 au 25 avril. Pour obtenir cet impact, voici les stratégies élaborées à partir des enseignements tirés par les membres de la GCE :

1. Priorité stratégique accordée au plaidoyer et à l'impact politique, en allant au-delà de la sensibilisation pour obtenir des engagements politiques et financiers concrets.
 - Engagement politique et parlementaire : la GCE doit renforcer son engagement politique et parlementaire pour susciter le changement, notamment en mettant en place des initiatives législatives visant à accroître le financement de l'éducation et en alignant la campagne sur les cycles budgétaires nationaux et mondiaux.
 - Accent sur le financement et la justice en matière de dette : les mesures doivent s'articuler autour d'exigences politiques claires en matière de financement de l'éducation, notamment la protection budgétaire, une allocation équitable des ressources, et le lobbying auprès des bailleurs de fonds et des gouvernements pour accroître l'aide au secteur. Des alliances stratégiques avec les mouvements pour la justice en matière de dette sont également suggérées, comme la conversion des « dettes odieuses » en investissements dans l'éducation.
 - Plaidoyer soutenu : la GAWE 2026 devrait être positionnée comme le point de départ d'un effort de plaidoyer soutenu sur le financement de l'éducation plutôt que comme une campagne ponctuelle.
2. Localisation et participation inclusive permettant aux membres de la CME d'adapter la campagne à leurs réalités et enjeux éducatifs spécifiques, en garantissant une large participation des parties prenantes. Les messages clés mondiaux peuvent être adaptés aux contextes nationaux afin que les coalitions nationales puissent répondre à leurs réalités éducatives, politiques et culturelles spécifiques.
3. Inclusion des réseaux : les membres de la CME doivent garantir la participation active des réseaux de jeunes et des réseaux féministes, des syndicats d'enseignants et des communautés, non seulement en tant qu'acteurs de la mise en œuvre, mais aussi en tant qu'acteurs politiques pour mener la campagne.
4. Partenariats à plusieurs niveaux : impliquer les gouvernements, les organisations de la société civile, les syndicats d'enseignants, ainsi que les partenaires et agences internationaux afin de garantir un engagement collectif.
5. Documenter et suivre les résultats de la GAWE 2026, en notant comment la campagne s'appuie sur le plaidoyer stratégique de l'organisation en faveur du droit à l'éducation.

Les membres de la CME sont invités à lancer des actions coordonnées pendant la GAWE 2026, comme indiqué ci-dessous :

DATE	ACTIVITÉ	REMARQUES
7 ou 9 avril	Webinaire : Renforcement des capacités pour la GAWE 2026	
Du 6 au 18 avril	Compte à rebours sur les réseaux sociaux pour la GAWE 2026	
Du 20 au 25 avril	Stratégie sur les réseaux sociaux : publications et messages quotidiens pour la GAWE 2026	Réunions de courtoisie avec le ministère de l'Éducation, l'UNESCO Commission nationale et ambassades du Nigeria et d'Italie (pour la reconstitution des ressources de l'EPT) afin de les inviter à GAWE 2026

Jour 1 - 20 avril	Lancement mondial : webinaire Lancement national : mobilisations « Hold the Flame High » Visites de courtoisie au ministère de l'Éducation, à la Commission nationale pour l'UNESCO et aux ambassades du Nigeria et d'Italie (pour la reconstitution des ressources du GPE)	Utiliser le LOGO de manière bien visible pour le lancement GAWÉ 2026 Des réunions de courtoisie peuvent également s'inscrire dans le cadre de la GAWÉ 2026
Jour 2 – 21 avril	Engagement national en faveur du financement de l'éducation : Forum sur le financement de l'éducation et signature de l'engagement en faveur de l'Éducation pour tous Diffusion du document sur le suivi des engagements pris lors du Sommet sur la transformation de l'éducation : volet « Financement de l'éducation »	Forum sur les questions de financement de l'éducation Signature symbolique de l'engagement des pays en faveur de l'Éducation pour tous Appels à l'aide publique au développement (APD) pour l'éducation
Jour 3 – 22 avril	L'éducation que nous voulons aujourd'hui et pour l'avenir : mobilisation des enfants et des jeunes pour l'Année internationale de l'éducation pour tous 2026 : « Gardez la flamme bien haute » – adressé aux parlementaires, au ministère de l'Éducation, aux collectivités locales et aux écoles	Forums d'enfants et de jeunes avec les pouvoirs publics Mobilisations d'enfants et de jeunes brandissant le slogan « Hold the Flame High » pour des revendications intergénérationnelles et
		le leadership dans éducation
Jour 4 – 23 avril	Ne laisser personne de côté dans l'éducation : mobilisations des femmes, des adultes et des communautés pour le financement de l'éducation : gouvernements locaux	Mobilisations communautaires – discussions sur l'équité du financement

Jour 5 – 24 avril	Changer le système : forums sur la justice fiscale et la dette et réseaux sociaux	Webinaires ou forums sur l'impact de la dette sur les enseignants, l'impact de l'injustice fiscale sur l'éducation Plaidoyer pendant l'ECOSOC Financement du développement 2026
Jour 6 – 25 avril	Notre travail collectif : partage et mise en ligne de photos, vidéos, témoignages, déclarations, documents et réflexions	Célébration de la semaine de la GAWE Comment évaluer l'impact de la campagne

Les coalitions régionales organiseront des webinaires pour la GAWE 2026 axés sur les questions de financement de l'éducation en fonction de leurs contextes régionaux et de leurs actions de plaidoyer.

Les membres du GCE définiront les moyens de suivre l'impact de la campagne, d'assurer le suivi des discussions et des engagements pris pendant la campagne, et de poursuivre le plaidoyer en faveur du financement de l'éducation.

Messages clés et affiches de la GAWE 2026 GARDEZ LA

FLAMME HAUTE

Investissez dans l'éducation, transformez des vies

GARDONS LA FLAMME VIVANTE

Financez l'éducation, pas la guerre

GARDONS LA FLAMME VIVE

Financer l'éducation, bâtir une paix durable

GARDONS LA FLAMME VIVANTE

Investissons dans les enseignants, transformons les systèmes éducatifs

GARDONS LA FLAMME VIVANTE

Financer l'éducation de la petite enfance, apprendre pour la vie

GARDER LA FLAMME VIVANTE

La justice fiscale finance l'avenir, des impôts équitables garantissent une éducation publique de qualité pour tous.

GARDONS LA FLAMME VIVE

Résolvez la crise de la dette, financez l'éducation

GARDEZ LA FLAMME VIVE

Garantir l'aide publique au développement (APD) pour l'éducation, soutenir le Partenariat mondial pour l'éducation (PME)